

**11 janvier 2007, Eastmain**

**Allocution à l'occasion de la mise en chantier de la centrale Eastmain 1-A/La Sarcelle/Dérivation Rupert**

Mesdames, Messieurs,

Je veux tout d'abord saluer Thierry Vandal, qui nous accueille aujourd'hui, de même que Gérald Lemoyne et mes collègues de l'Assemblée nationale qui sont avec nous : Claude Béchar, Pierre Corbeil, Geoffrey Kelley, Françoise Gauthier et Michel Létourneau.

Je veux également saluer les maires qui sont avec nous aujourd'hui : Jean Tremblay, le maire de Saguenay; Denis Lebel, le maire de Roberval; Jean-Maurice Matte, le maire de Senneterre; Ulric Chérubin, le maire d'Amos; René Dubé, le maire de Matagami; Don Bubar, le maire de Chibougamau, et Jacques Bérubé, le maire de Chapais.

Je veux saluer également les chefs de la région qui sont avec nous et qui sont directement touchés. Il y a Lloyd Mayappo, Sam Bosom, John Longchap, Abraham Rupert. Je veux également saluer Ted Moses, l'ancien grand chef des Cris. Je veux aussi saluer William McLeod, qui est président de Cri Construction.

J'ai voulu nommer tout le monde parce que je pense que Gérald Lemoyne a bien décrit cette région, qui est vaste, qui est très grande, qui n'est pas beaucoup habitée. Mais les acteurs et les leaders qui habitent les régions plus nordiques du Québec jouent un rôle extrêmement important dans leur développement. Ils ont de très lourdes responsabilités, et je profite de l'occasion pour reconnaître ces responsabilités.

Finalement, je veux aussi saluer le grand chef Matthew Mukash qui, il y a quelques minutes, a présenté quelques remarques sur lesquelles je veux revenir, parce que la communauté crie, dans cette annonce, joue un rôle extrêmement important pour la suite des choses.

La première chose que j'aimerais rappeler, c'est à quel point l'annonce d'aujourd'hui est la synthèse de plusieurs choses qui relèvent de notre développement, de la création de richesses et de l'histoire du Québec. Évidemment, l'hydroélectricité et Hydro-Québec, c'est notre histoire; c'est presque devenu identitaire chez nous. Ça remonte à Adélar Godbout. C'est également Jean Lesage, c'est la nationalisation, c'est l'histoire de René Lévesque, c'est l'histoire de Robert Bourassa. C'est le grand débat qui a été fait au début des années 1970, rappelons-nous, entre le nucléaire et l'hydroélectricité.

C'est utile de le rappeler aujourd'hui, parce que c'est un débat qui revient. Vous avez peut-être remarqué, hier, que la communauté européenne proposait une nouvelle politique énergétique pour la communauté qui ramenait en quelque sorte le développement du nucléaire. Tout ça s'inscrit dans le contexte de la grande question à laquelle fait face l'humanité sur l'accroissement des gaz à effet de serre. Tout cela nous ramène à la période de développement de la Baie James et à ce qui a suivi, tout le débat qui a toujours été d'actualité au Québec, celui sur l'hydroélectricité et l'énergie comme outils de développement. Il en ressort de très grands consensus. D'abord, chez nous, l'hydroélectricité, c'est devenu un outil de développement économique pour les Québécois.

C'est un outil que nous utilisons avec beaucoup d'à-propos. Quand nous sommes à l'extérieur du Québec et que nous voulons attirer des investissements chez nous, spontanément, nous parlons de cet outil de développement. Nous sommes le quatrième plus important producteur au monde. Nous sommes chanceux, en quelque sorte, d'être les héritiers de cette ressource extraordinaire. Ça nous donne un avantage comparatif sur nos voisins. Ça nous permet de faire du développement.

Mais le développement ne se fait pas, aujourd'hui, à n'importe quel prix. Nous avons beaucoup appris de ce que nous avons fait dans le passé. J'ai été témoin, comme vous, de plusieurs grands débats. C'était la Baie James et la Convention de la Baie James; cette convention, d'ailleurs, nous en sommes très fiers. Elle est, il faut le dire, imparfaite; elle est, oui, très complexe. Mais elle reflète l'importance de la relation que nous avons avec les Cris et les Inuits. Cette convention, qui a maintenant 31 ans, est souvent citée en exemple comme étant un des traités modernes les plus détaillés, les plus avant-gardistes. Mais le grand chef Matthew Mukash vient de nous dire que, sur papier, la Convention de la Baie James et du Nord québécois avait beaucoup de mérite, mais qu'en pratique elle n'a pas toujours été suivie, et il faut reconnaître que cela est vrai. La Paix des braves a permis à la fois aux Québécois et aux Cris de renouveler, en quelque sorte, cette relation et d'actualiser un engagement que nous avons pris en 1975. Il y a beaucoup de chemin qui a été parcouru depuis ce temps-là, y compris l'annonce que le grand chef Matthew Mukash et nous avons faite hier à Wemendji. Une entente qui se réfère spécifiquement à deux chapitres de la Convention de la Baie James, les chapitres 18 et 19, qui datent de 1975, mais qui, 31 ans plus tard, n'avaient pas été mis en œuvre. C'est donc dire à quel point les intentions étaient bonnes, mais que les actions n'ont pas toujours suivi.

Nous avons donc, depuis quelques années, investi beaucoup d'énergie et de temps à renouveler cette relation, à lui donner un sens réel, un sens qui nous permette de développer ensemble. Parce qu'il faut retenir que, pour l'avenir, si nous voulons faire des projets comme Eastmain-1-A-Rupert, nous devons faire ce développement ensemble. Nous ne pouvons pas exiger ou même attendre l'unanimité des communautés. Mais nous devons, de nation à nation, avoir la lucidité et la volonté de maintenir cette relation, de travailler et de faire en sorte que les projets soient respectueux des processus d'évaluation environnementale, de ce principe de développement durable qui nous est si cher, à nous, Québécois, mais également du développement du Québec en général et du développement des communautés cries.

D'ailleurs, avec un peu de recul, si on prend la peine de comparer le développement des communautés cries avec le développement d'autres communautés, d'autres premières nations, au Québec ou à l'extérieur, je pense qu'on peut voir, dans cette histoire, un exemple de leadership, un exemple de développement – qui est loin d'être fini, mais qui permet à la communauté crie de progresser, de prendre la place qui lui revient.

L'annonce d'aujourd'hui rejoint trois grandes politiques qui ont été rendues publiques en 2006. D'abord, la politique de développement durable du gouvernement : la politique de réduction de gaz à effet de serre, parce que chaque fois qu'on en parle, au Québec, nous nous vantons du fait que, chez nous, nous produisons la moitié de ce que produisent les

autres Canadiens sur une base individuelle. Mais il y a une raison à ça : c'est que nous avons fait un choix, en 1970, ce choix que nous confirmons de nouveau aujourd'hui par ce projet de 5 milliards de dollars. Ce n'est pas un choix parfait. C'est Gérard Lemoyne qui vous disait, il y a quelques minutes : « Il n'y a pas un geste, il n'y a pas une action posée par l'Homme sur la planète qui n'ait pas une conséquence sur l'environnement. » La question n'est pas de savoir s'il existe un projet parfait quelque part, il n'y en a pas, il n'y a pas de choix parfait. Mais nous devons, dans la mesure où nous en sommes capables, faire le meilleur choix possible pour l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants.

L'hydroélectricité nous permet justement de produire de l'énergie propre, de l'énergie renouvelable pour notre propre marché, pour notre propre développement, et aussi de créer de la richesse, du développement économique en exportant de l'énergie. En ce sens, l'annonce d'aujourd'hui rejoint une annonce que nous avons faite avec le gouvernement de l'Ontario pour une interconnexion entre l'Ontario et le Québec.

Tout ça est en droite ligne avec la politique énergétique – c'est la troisième grande politique annoncée en 2006; une politique énergétique qui était fort attendue, complète, qui exprime cette vision du développement que nous avons pour le Québec. Eastmain-1-A–Rupert rejoint parfaitement cette volonté qu'ont les Québécois d'être maîtres de leur développement, de créer de la richesse, de le faire en respectant le principe de développement durable avec les communautés nordiques, que ce soient les Jamésiens qui vivent dans le nord du Québec, qui développent, occupent le territoire, que ce soient les communautés criées et les autres communautés, les autres premières nations du Québec.

Aujourd'hui, nous sommes très heureux de l'annonce de ce projet de 5 milliards de dollars, qui va permettre la création d'emplois. Je terminerai en vous disant que c'est avec beaucoup de fierté que, chaque fois que je me déplace dans le Nord – j'étais à Eastmain l'été dernier avec Geoffrey Kelley et Pierre Corbeil – je croise des travailleurs criés, des entrepreneurs criés. Également, je constatais avec Françoise Gauthier, à Péribonka, l'été dernier, sur le site du chantier de Péribonka, que 80 % des travailleurs sur ce chantier étaient originaires de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Thierry Vandal m'a présenté quelques entrepreneurs de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean qui, pour la première fois, participaient à un projet de barrages hydroélectriques – des projets qui présentaient des défis particuliers – et qui réussissaient très bien, qui tiraient leur épingle du jeu, parce que les retombées économiques dans les régions sont très importantes.

En ce sens, l'annonce que nous faisons aujourd'hui est en quelque sorte un hommage à tous ceux et celles qui croient au développement du Québec, qui ont la ferme conviction que le choix que nous faisons aujourd'hui est en droite ligne avec nos valeurs et avec notre volonté de développer le Québec pour chacun de ses citoyens, qu'il soit d'origine crie, inuite ou de toute autre origine.

Merci beaucoup.